



Le long de la route entre l'aéroport et la ville de Buenos Aires, des lambeaux de brouillard traînent au ras du sol.

Fidèles au rendez-vous du dimanche, les *porteños*, les habitants de la capitale, sont là, dans cette demi-campagne, à côté de leur Renault ou de leur Fiat de fabrication locale, préparant la *parillada*, la grillade du gaucho. Nostalgie de la pampa, dans une ville tournée vers l'Atlantique, qui rappelle à la fois Paris, Madrid et l'Italie... et où vit le tiers de toute la population argentine. «Une ville qui consomme ce que produit le reste du pays.»

La formule est d'une femme qui sait de quoi elle parle. Amalia Delacroze Fortabat possède d'immenses propriétés dans les provinces, et elle vit somptueusement à Buenos Aires. «Amalita est péroniste», nous avait annoncé péremptoirement notre chauffeur avant de nous déposer devant la prestigieuse adresse. «Mais, avait-il ajouté, elle était radicale avec les radicaux, et militariste sous les militaires.» Notre chauffeur cynique est d'origine italienne, comme 80 p. 100 des Argentins. Un personnel masculin, aux allures d'agents de sécurité dignes d'un chef d'État, nous prend en charge et nous achemine vers un salon où un domestique ganté de coton bien blanc nous offre le café.

Dès son entrée, Madame Fortabat nous parle, sans attendre les questions, de la dette extérieure, de la montée du dollar contre l'austral, et de l'inflation démente qui en découle. Elle-même n'en souffre pas, bien entendu, puisque ses exportations lui sont payées en dollars. Mais elle sait que les autres, en dehors du «cercle privilégié du dollar», voient les prix augmenter de jour en jour, ou même d'heure en heure. C'est la crise.

«En temps de crise, dit-elle, le peuple a besoin de quelqu'un qui sache lui parler.»

Et cette héritière d'une «vieille» fortune argentine, qui après des générations, tient encore à son passeport français, nous fait l'éloge des caciques de province et, en particulier, du péroniste Carlos Menem,

un produit de cette autre Argentine, si féconde, celle qui n'est pas tournée vers l'Europe, comme Buenos Aires, mais vers le continent sud-américain. «Je connais personnellement Carlos Menem, et je n'ai pas peur», dit-elle. Le provincial, le fils d'immigrants syriens, l'«héritier de Peron», a la bénédiction de l'oligarchie argentine.

«Évidemment, ces gens-là n'ont peur de rien!» explose un ami argentin, moins bien nanti, mais tout à fait aussi européanisé que Madame Fortabat. Et l'on me laisse entendre que ces «gens-là», qui disposent d'énormes sommes de dollars, peuvent très bien se mettre à trente ou à cinquante pour semer la pagaille

«Notre problème à nous, Argentins de Buenos Aires, c'est que nous nous prenons pour des Européens. Et nous nous cachons le fait que, derrière une facade de démocratie, il subsiste un vieux système de colonialisme intérieur.»

dans l'économie, discréditer un gouvernement, et en faire élire un autre qui sert mieux leurs intérêts du moment.

Paranoïa ? En tout cas, ceux qui ont peur du péronisme et de Menem sont nombreux. Et ils forment sans doute la majorité des Argentins que rencontrera un visiteur venu du Nord. Ils sont dans les universités, dans la presse, dans les maisons d'édition. Leur regard sur le péronisme ne diffère pas beaucoup de celui de beaucoup de diplomates en poste à Buenos Aires : «La démocratie est menacée.»

«Mais quelle démocratie ?» Un homme d'affaires formé en Europe, mais qui a choisi le péronisme, ironise : «Notre problème à nous, Argentins de Buenos Aires, c'est que nous nous prenons pour des Européens. Et nous nous cachons le fait que, derrière une facade de démocratie, il subsiste un vieux système de colonialisme intérieur.» «La Belgique en Éthiopie», ajoute-t-il pour faire image.

Voilà pour la démocratie retrouvée il y a six ans avec Raul Alfonsín, époque qui s'est soldée par un désastre économique. Que sera la démocratie sous le péroniste Menem ?

«Nous concluons un pacte social qui garantira les intérêts des différents groupes» répond l'homme d'affaires péroniste. L'État-arbitre. Dans ce rôle, les péronistes ont déjà un atout, puisque les syndicats leur sont traditionnellement acquis. Non, ce n'est pas la révolution. C'est même un vaccin contre la révolution. Et l'on sent les relents du corporatisme qui fut cher à Franco et à Mussolini, avant d'être plus ou moins pratiqué par Peron de 1946 à 1955, et brièvement, au milieu des années 1970. Les deux fois, Peron avait été élu démocratiquement. Chaque fois, l'expérience a été annulée par un coup d'État militaire.

Le général Lanusse vit dans un petit appartement tapissé des sou-

obliger que l'Argentine souffre de militarisme chronique !

En nous reconduisant à l'ascenseur, il nous rappelle avec tristesse que, dans les années 1930, l'Argentine était sur le même pied que le Canada et l'Australie. «Mais nous sommes instables. Il n'y a pas de consensus dans ce pays. Que des intérêts particuliers !»

Celui qui prétend réconcilier tous ces intérêts, c'est à la campagne que nous l'avons rencontré. D'abord au milieu d'une foule en délire, dans un village, et puis chez lui, dans sa résidence de gouverneur de la Rioja, et enfin dans son hameau natal de la même province pauvre et reculée où sa famille cultive toujours un vignoble. Et là, derrière l'image du playboy de province, tennisman et pilote de brousse, m'est apparu un homme plutôt chétif, introverti, et au discours plutôt raisonnable. Démagogue andin, comme le qualifient ses critiques ? Andin, sûrement. Carlos Menem n'a pas la nostalgie de l'Europe. Il se tourne vers le continent et vise l'unité latino-américaine pour faire contrepoids aux blocs économiques nord-américains et européens. «Nous vivons dans un monde engagé sur la voie de l'universalisme. Mais d'abord, il faut réaliser l'unité continentale.»

Mais auparavant, ne faudra-t-il pas réaliser l'Argentine d'aujourd'hui ? Que les nostalgies de l'Europe et de la richesse facile de la pampa des années 1930 se dissipent ! Que les Argentins puissent dire «notre» pays, et non pas «ce» pays, «este país», comme ils le font ! Faut-il compter sur la magie du pacte social à la Peron ?

Je regarde le *Cessna* piloté par Carlos Menem s'arracher de la route de campagne qui lui sert de piste; le petit appareil qui zigzague sur un fond de montagne m'apparaît bien fragile, et je me demande ce que l'homme qui est aux commandes pourra bien trouver pour remettre, et garder, son pays sur le chemin du progrès. □

Madeleine Poulin est journaliste et co-animatrice de l'émission *Le Point diffusé sur les ondes de Radio-Canada*.